

la lettre

RESACOOP

55 octobre 2008

PAROLE D'ACTEURS

Coopération décentralisée et Droits de l'Homme

Lorsqu'elles s'engagent à l'international, les collectivités territoriales françaises mettent rarement en avant la problématique des Droits de l'Homme. Le renforcement de l'État de droit est considéré comme relevant de la coopération d'État à État, et la promotion des droits humains, de l'action des ONG.

Le 10 décembre prochain sera célébré le soixantième anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. L'occasion idéale d'unir pour une même éthique acteurs de la coopération au développement et organisations de défense des Droits de l'Homme qui cheminent quelquefois sur des chemins parallèles, tout en poursuivant le même but: répondre aux aspirations des populations du Sud à vivre en paix et dans des conditions décentes.

Les collectivités territoriales ont sans aucun doute un rôle important à jouer dans ce domaine. Rapprochant le pouvoir des citoyens, elles ont vocation à mettre en place les politiques publiques et les services essentiels qui répondent aux besoins régalien de leurs habitants.

Dans leurs actions de coopération internationale, les collectivités françaises ont de plus en plus pour partenaires des collectivités dont les exécutifs ont été élus démocratiquement, décentralisation oblige. Elles doivent avoir à cœur, non seulement de les aider à réaliser les infrastructures indispensables au quotidien, mais également de renforcer leurs compétences et leur gouvernance pour qu'elles jouent pleinement leur rôle et gagnent en légitimité.

De plus, en offrant un cadre de coopération structuré aux acteurs de leur territoire, elles peuvent contribuer à la multiplication des échanges entre populations et à l'émergence d'une société civile organisée là où elle n'existe pas. Sachant que, dans ce domaine comme ailleurs, nous avons certainement beaucoup à apprendre les uns des autres, qu'il s'agisse de favoriser la participation des citoyens, d'améliorer la transparence des finances locales ou de faire face à l'exclusion sociale...

Jean-Philippe Bayon
Vice-président délégué à la solidarité internationale et à la coopération décentralisée
Région Rhône-Alpes

Pourtant, les acteurs de la coopération décentralisée reconnaissent l'importance de l'édification d'une société démocratique où tous les individus bénéficient également de droits et libertés fondamentaux. En favorisant un meilleur accès aux services essentiels (eau, assainissement, habitat, santé, éducation...), les collectivités contribuent à la réduction de la pauvreté et à la mise en œuvre des droits économiques et sociaux des populations de leurs territoires partenaires. En s'intéressant de près aux modes de gouvernance locale, en renforçant les capacités en matière de gestion de l'état civil, du foncier, de la fiscalité locale, de la police municipale... elles contribuent localement au renforcement de l'État de droit. C'est encore plus nécessaire dans les pays qui sortent d'un conflit, quand l'État n'a plus les moyens d'assurer ses missions et que les citoyens sont régulièrement victimes d'abus et de pratiques arbitraires.

À partir de ce constat, exprimé lors des Assises rhônalpines de la Coopération décentralisée en juin 2005, a émergé un besoin de capitalisation des expériences et de création d'outils méthodologiques. Pour y répondre, la Région Rhône-Alpes soutient l'activité d'un groupe de travail chargé d'approfondir la réflexion, d'éclairer les pratiques des acteurs et d'élaborer des outils d'aide à la décision appropriés. Piloté par le Cosi - Centre d'information et de solidarité avec l'Afrique et composé

de représentants de collectivités territoriales, d'associations et d'universitaires de la région, ce groupe de travail¹ a analysé la matière fournie par une dizaine d'entretiens avec des élus et des agents de collectivités rhônalpines.

Il résulte de cette première phase la publication d'une plaquette de sensibilisation intitulée *Coopération internationale: des collectivités territoriales s'engagent pour renforcer l'État de droit*². Présenté lors du 3^e Forum mondial des Droits de l'Homme (Nantes, 30 juin - 3 juillet 2008), le document vise trois objectifs: préciser l'articulation entre les concepts-clé, présenter des expériences éclairantes et esquisser une méthodologie qui permette une meilleure prise en compte de la promotion des Droits de l'Homme dans les projets de coopération décentralisée. Sans apporter de solutions « clé en main », mais au contraire en s'appuyant sur une démarche de questionnement, cet outil d'aide à la décision est destiné à être mis en débat par les acteurs qui se l'approprient.

Elise Daunay

COSI - 33 rue Imbert-Colomès - 69001 Lyon
tél. 09 62 11 69 32 - cosi-dh@wanadoo.fr

¹ Constitué de représentants de la Région Rhône-Alpes, de Pays de Savoie solidaires, de la Ville de Lyon/Grand Lyon, de RESACOOP, de l'Université Jean Moulin Lyon 3, d'Agir ensemble pour les Droits de l'Homme et du COSI

² Vous trouverez cette plaquette jointe à la Lettre. D'autres exemplaires sont disponibles à RESACOOP au COSI

édito

Resacoop - 19 rue d'Enghien - 69 002 Lyon - tél. 04 72 77 87 67 - fax 04 72 41 99 88 - mail@resacoop.org - www.resacoop.org
Comité de rédaction: Lucie Caranza - Rose-Maire Di Donato - David Hacquin - Corinne Lajourne - Isabelle Taine
Création/ mise en page: crescentO 04 72 73 05 92 // Impression: Imprimerie du Mont-Saint-Rigaud // Imprimé en 3 000 exemplaires // ISSN en cours

« Évaluation de la qualité des projets humanitaires »

Cette formation de 5 jours se déroulera au siège du Groupe URD (Urgence Réhabilitation Développement) dans son centre de formation du 17 au 21 novembre 2008 à Plaisians en Drôme provençale. Elle traitera de l'évaluation (définition, phases, types...) en lien avec la gestion de la qualité des projets humanitaires.

Elle est organisée autour d'une étude de cas complète basée sur des expériences du terrain.

Cette formation s'adresse aux chargés de programme, chefs de projet, responsables Monitoring & Évaluation, évaluateurs et toute autre fonction du secteur de l'action humanitaire en lien avec la gestion de projet.

Pour plus d'informations

Pierre Brunet - tél. 04 75 28 29 35
formations@urd.org - www.urd.org

Fordep Administrateur et médecine humanitaire

Humacoop propose deux formations au départ, du 27 octobre au 7 novembre, à Grenoble.

➤ Fordep Administrateur Géopolitique propose une approche de la mission humanitaire sous l'angle particulier de la fonction d'administrateur.

➤ Fordep Médecine Humanitaire est destiné aux professionnels de santé qui souhaitent acquérir les connaissances nécessaires à l'exercice de la médecine en milieu précaire.

Pour plus d'informations

Humacoop - 8 rue Chenoise - 38 000 Grenoble
info@humacoop.com - www.humacoop.org

Développement local au Togo

L'IRFODEL (Institut de Recherche et de Formation en Développement Local) est une association dont le siège social est fixé à Lomé.

Il a pour but de renforcer les capacités des acteurs de développement, public ou privé, du Togo et de la sous région, afin qu'ils contribuent au développement local.

Ses principaux objectifs

- Former sur le plan universitaire et professionnel des agents de développement (BTS Développement local, Formation continue en développement local).
- Réaliser des formations à la demande d'institutions publiques ou privées ou à son initiative pour des acteurs de développement.
- Produire et diffuser des connaissances sur le développement local et territorial.
- Mener des recherches actions sur les thématiques du développement local...

Depuis sa création, il développe des relations de partenariat pédagogique avec le CIEDEL (Centre international d'études pour le développement local), à Lyon.

Pour plus d'informations

irfodel@yahoo.fr - www.irfodel.afrikart.net

AU PLAN RÉGIONAL

Région Rhône-Alpes: soutenir le développement économique

Parce que le développement économique tend à s'intégrer toujours davantage dans les activités de coopération décentralisée, à la demande d'acteurs rhônalpins et d'Afrique subsaharienne, la Région Rhône-Alpes accueillera en octobre 2008 des acteurs économiques de trois Régions partenaires: Région de Tombouctou au Mali, Région des Hauts Bassins au Burkina Faso, Région de Tamatave à Madagascar.

Dix responsables d'entreprise de ces trois régions participeront du 21 au 24 octobre au Forum Eurafric-Partners, sur le thème « Eau et énergie en Afrique ». Chacun intégrera ensuite pendant 3 semaines une entreprise de Rhône-Alpes afin de renforcer leurs domaines de compétences techniques, dans le domaine de l'eau et de l'énergie, et de travailler à la construction de projets de partenariats économiques avec leurs interlocuteurs régionaux - chefs d'entreprise ou responsables de pôles d'innovation technologique.

Ces projets sont mis en œuvre dans le cadre du programme « Échanges professionnels interrégionaux » de la Région Rhône-Alpes, programme qui vise à offrir aux professionnels de ses Régions partenaires un cadre de travail pour accompagner les projets de coopération: renforcement de leurs compétences, réseau de partenaires pour les accueillir, lieux de stages et de professionnalisation. Le RAFOD (Réseau d'appui aux actions et formations pour le développement) accompagne la Région Rhône-Alpes dans la mise en œuvre du programme.

Si vous souhaitez rencontrer ces professionnels au cours de leur séjour en Rhône Alpes, vous pouvez contacter: Anna Fiorini Bériot - Région Rhône-Alpes - tél. 04 72 59 52 63 - afiorini@rhonealpes.fr
Marie-Loup Fall Guerin - Rafod - tél. 04 72 77 87 55 - rafod@rafod.org

Région Rhône-Alpes: une nouvelle convention avec l'Arménie

Fort du dynamisme de sa population d'origine arménienne et de ses nombreuses collectivités territoriales jumelées ou coopérant avec une collectivité arménienne, le territoire rhônalpin est un moteur de l'entente franco-arménienne. La Région Rhône-Alpes contribue et soutient cette très forte implication des Rhônalpins dans le maintien et le renforcement des liens avec l'Arménie.

À l'occasion de son Assemblée plénière du 25 septembre 2008, la Région Rhône-Alpes vient de voter une Convention de coopération avec l'Association des Communes d'Arménie. Coopération novatrice, puisqu'elle concernera l'ensemble du territoire arménien, son lancement est marqué par la publication d'un appel à propositions à destination des associations, collectivités locales ou structures publiques qui ont des projets de coopération avec l'Arménie.

Une nouvelle coopération pour Rhône-Alpes qui s'inscrit dans une démarche de développement durable des territoires et un soutien à l'ouverture internationale des rhônalpins.

Pour plus d'informations • Anna Fiorini - Direction Europe - Relations internationales et Coopération, Région Rhône-Alpes - afiorini@rhonealpes.fr - www.rhonealpes.fr/50-europe-international.htm

AU PLAN NATIONAL

Exposition « Huit fois Oui »

Très peu de Français connaissent les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) que s'est donnée l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2000 afin de répondre, d'ici 2015, aux urgences de la lutte contre la pauvreté dans le monde. Tel a été le constat, réalisé lors du bilan à mi-parcours des OMD, le 7 juillet 2007, alors même que l'on sait déjà qu'ils seront difficiles à tenir.

Au nombre de 8, les OMD nous concernent tous car ce sont des engagements pour lutter contre la pauvreté partout dans le monde. Bien que les enjeux soient plus importants dans les pays en développement, atteindre certains OMD reste d'actualité chez nous (ex: OMD 3 sur l'égalité des sexes). Ils doivent être connus, expliqués et relayés, afin que chacun puisse juger de leur état d'avancement et soit capable de rappeler aux états signataires leurs engagements et puisse agir à titre personnel.

C'est l'objectif de l'exposition « Huit Fois Oui » proposée aux établissements scolaires et aux entreprises. Elle permet de sensibiliser les jeunes et le grand public aux 8 Objectifs du Millénaire pour le Développement.

1. Lutte contre la pauvreté et la faim
2. Éducation primaire pour tous,
3. Égalité des sexes,
4. Réduction de la mortalité infantile,
5. Amélioration de la santé des mères,
6. Lutte contre les maladies,
7. Préservation de l'environnement,
8. Mise en place d'un partenariat mondial.

Elle se décline en deux kits:

- un kit adultes à destination des entreprises, des lieux publics, des universités et des lycées;
- un kit enfants à destination des écoles primaires et des collèges.

Pour plus d'informations • CICID (Comité interministériel pour la coopération internationale et le développement) - www.huitfoisoui.fr

Culture et coopération internationale

Considérant que la culture est au fondement même de la coopération décentralisée, la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (CNCD) ouvre son chantier culturel consacré au livre et réunit un groupe de travail composé des organisations et associations agissant dans le domaine. Ce chantier, co-présidé par Antoine Joly (CNCD) et Michel Roux (Ville de Chambéry) poursuit deux objectifs:

- la rédaction d'un vade mecum faisant état des bonnes pratiques en matière de coopération autour du livre et de la promotion de la lecture, et proposant des outils méthodologiques pour les élus qui souhaitent s'engager dans ce genre de projets;
- la tenue d'un colloque mobilisateur qui rassemblera au premier trimestre 2009 tous les acteurs (institutions, collectivités, associations, mécènes privés, éditeurs, libraires, bibliothécaires...) que cette question intéresse pour débattre des politiques publiques liées au développement du livre et de la lecture au Nord et au Sud, des questions de formation et d'information professionnelle, du soutien à la chaîne du livre (de la création à la diffusion)...

Un appel à contributions de toutes les collectivités locales qui ont entrepris ou mènent encore des actions dans le domaine de l'accès au livre et à la lecture (dans les écoles, dans le cadre d'une formation professionnelle, à travers des supports numériques et toutes autres formes) est à leur disposition, sur simple demande à Culture et Développement.

Pour plus d'informations • Céline Ducroux - Association Culture et Développement
9 rue de la Poste - 38 000 Grenoble - tél. 04 76 46 80 29
nord.sud@culture-developpement.asso.fr - www.culture-developpement.asso.fr

Une cité de la solidarité internationale à Annemasse

En proximité immédiate du centre de Genève, Annemasse Agglo développe actuellement un projet de Cité de la Solidarité Internationale, visant à créer un pôle d'accueil pour des ONG et des acteurs de la solidarité internationale soucieux de se rapprocher de Genève, siège européen des Nations Unies. Localisé dès 2010 au sein du nouveau quartier d'affaires de l'Étoile Annemasse-Genève, ce pôle de solidarité internationale sera relié à la gare de Cornavin en 15 minutes, via une ligne ferroviaire, le CEVA.

Dans ces locaux, un certain nombre de services seront proposés: accès à des ressources bénévoles, mutualisation des moyens, centre de formation... Depuis avril 2008, des bureaux provisoires situés dans le centre ville d'Annemasse accueillent les premières ONG de la Cité de la Solidarité Internationale, dont l'ONG WECF, Women in Europe for a Common Future, réseau de plus de 100 organisations féminines présentes dans 40 pays d'Europe, du Caucase et de l'Asie Centrale.

Le projet Cité de la Solidarité Internationale vise également à créer une dynamique d'échanges entre les acteurs locaux au niveau transfrontalier et les ONG internationales implantées dans l'agglomération genevoise. Dans cette optique, Annemasse Agglo accueillera, les 29 et 30 novembre 2008, le 1^{er} Salon des Métiers de l'Humanitaire et de la Solidarité jamais organisé en France, à l'espace Martin Luther King.

Pour plus d'informations

Lydie Perrillat-Collomb - Maison de l'Économie Développement
5 place de l'Église Saint-André - 74 100 Annemasse
tél. 04 50 87 09 87 - perrillat-collomb@med74.fr

Mali: ateliers sur le financement du développement

En préparation de la Conférence de suivi sur le financement du développement qui se tiendra fin novembre à Doha, la FECONG (Fédération des collectifs d'ONG du Mali) a organisé deux ateliers sur le financement du développement, l'un à Sikasso (les 8 et 9 septembre) et l'autre à Gao (les 12 et 13 septembre). Ces ateliers avaient pour objectif d'informer et de sensibiliser les ONG maliennes sur les enjeux liés au financement du développement. Ils étaient centrés sur quatre des six piliers du Consensus de Monterrey: la mobilisation des ressources domestiques et l'évasion fiscale, l'aide publique au développement, la dette et les mécanismes innovants de financement du développement (en particulier les taxes internationales). Ces thématiques ont été abordées avec un focus particulier sur le financement du développement au Mali. À l'issue de ces ateliers, la FECONG devra proposer à ses membres des recommandations des ONG maliennes pour Doha, ainsi qu'une stratégie de plaidoyer à l'échelle régionale, nationale et internationale. Un rapport de ces ateliers sera disponible prochainement.

Pour plus d'informations

Katia Herrgott
herrgott@coordinationsud.org - www.fecong.org

BLOC NOTES

Un site internet sur la coopération hospitalière entre Chambéry et Ouahigouya

Un nouveau portail internet a vu le jour sur la coopération entre l'hôpital de Chambéry et celui d'Ouahigouya (Burkina Faso) débutée en 1992. La signature d'une convention de jumelage en 2001 a permis d'étendre les partenariats à de nombreux services. Des liens forts existent entre les deux hôpitaux permettant ainsi une communication efficace entre les acteurs au Nord et au Sud. C'est pourquoi, ils ont créé un portail internet décrivant la totalité des actions réalisées dans le cadre de cette coopération hospitalière.

Pour plus d'informations

http://jumelageburkina.canalblog.com/archives/secteur_direction/index.html

AGENDA

Sommet citoyen

« Des ponts, pas des murs »

Préoccupées par le caractère essentiellement sécuritaire du traitement des flux migratoires, entraînant des milliers de morts, et par les choix économiques mis en œuvre qui maintiennent le continent africain en marge du développement, des organisations de la société civile du Nord et du Sud ont décidé d'organiser un sommet citoyen sur les migrations, les **17 et 18 octobre** prochains à Paris.

Pour plus d'informations

www.despontspasdesmurs.org

Forum Eurafric-Partners (8^e édition)

Organisée pour la huitième année par l'ADEA (Agence de Développement des Entreprises en Afrique) avec le soutien de la Commission européenne, de la Région Rhône-Alpes, du Grand Lyon et de la CCI de Lyon, cette édition aura pour thème « Eau et Énergie en Afrique ». Elle se tiendra **du 21 au 24 octobre 2008** à la Cité internationale de Lyon et réunira experts et principaux bailleurs de fonds internationaux, décideurs politiques et économiques, entreprises, autour de la problématique de l'eau et de l'énergie, deux secteurs jugés prioritaires en Afrique et répondant aux Objectifs du Millénaire (OMD) des Nations Unies. Par le nombre des participants, la qualité des intervenants et la pertinence des thèmes abordés, ce rendez-vous est devenu l'une des plus importantes manifestations inter-entreprises entre la France, l'Europe et l'Afrique. Il permet à des PME/PMI européennes de rencontrer des décideurs politiques et des affaires de plusieurs pays d'Afrique. Son objectif sera de promouvoir le partenariat entre l'Union européenne et l'Afrique dans les secteurs de l'eau et l'énergie, et d'améliorer la compétitivité des entreprises africaines et ainsi de réduire la pauvreté en Afrique.

Pour plus d'informations

www.eurafric.org

ACTUALITÉ INSTITUTIONNELLE (SUITE)

Livret d'épargne pour le co-développement

Le décret a été publié au Journal Officiel le 28 juin 2008, il détaille les modalités de mise en œuvre de ce dispositif destiné à inciter les migrants à investir dans leur pays d'origine. La durée du livret d'épargne est fixée à minimum trois ans, période pendant laquelle les sommes versées sont bloquées, et ne peut excéder dix ans. Il doit être abondé d'un minimum de 50 euros et jusqu'à 10 000 euros, le taux d'intérêt étant fixé conventionnellement entre l'établissement de crédit et le titulaire. Le livret ouvre droit à une « prime d'épargne » d'un montant maximal de 500 euros. Il peut être ouvert par tout étranger majeur ayant la nationalité d'un des pays en voie de développement visé par la liste de pays fixée par arrêté, titulaire d'un titre de séjour d'une durée supérieure ou égale à un an et fiscalement domiciliés en France. Le dispositif sert à financer des opérations d'investissement dans les pays signataires d'un accord avec la France prévoyant la distribution du livret d'épargne pour le co-développement.

Pour plus d'informations • www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000019078718&dateTexte

AU PLAN EUROPÉEN

Les journées européennes du développement (3^e édition)

Elles auront lieu à Strasbourg du 15 au 17 novembre 2008. Elles symbolisent la volonté de l'Union Européenne (U.E.) de sensibiliser davantage l'opinion publique aux questions de coopération au développement et de rendre l'aide au développement de l'U.E. plus efficace. Les deux premières éditions ont attiré plus de 3 000 représentants issus des gouvernements et de la société civile des États membres de l'U.E. et de leurs partenaires africains, asiatiques ou latino-américains. Les organisations internationales, les autorités locales, le secteur privé, le monde universitaire, les fondations et les médias étaient également représentés. En réunissant l'ensemble des acteurs du développement de l'UE et de ses partenaires, les idées, méthodes de travail et résultats peuvent être améliorés. Le forum politique donne l'occasion de discuter des enjeux essentiels, des politiques de développement, notamment de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris et des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Il s'adresse à l'ensemble des professionnels du développement. Cette année, la Région Rhône-Alpes et ses partenaires seront présents, sur le stand de l'Euro-région « Alpes Méditerranée ».

Pour plus d'informations • www.eudevdays.eu/Public/index_fr.html

FINANCEMENTS

Guide « Nouveaux fonds, meilleures règles »

Vous découvrez les fonds de l'Union Européenne et vous vous y perdez quelque peu en matière de modes de financement, d'acteurs concernés et de programmes ? Alors, ce guide d'initiation est fait pour vous. Il a été publié pour vous donner un aperçu des nouvelles règles financières et des subventions disponibles pour la période de 2007 à 2013. Vous pourrez notamment consulter les principales possibilités de financements, les changements de procédures, les processus de contrôle et de transparence, ainsi que la liste des nouveaux programmes. Selon le type de financement et le profil de votre projet, des personnes et des réseaux seront chargés de vous fournir toute l'information nécessaire pour démarrer !

Nouvelle version 2008 téléchargeable sur : http://ec.europa.eu/budget/other_main/funds_rules_fr.htm

Programme « Acteurs Étatiques et Autorités locales dans le développement »

EuropeAid informe que les 5 appels centralisés prévus dans le cadre de ce programme seront lancés entre novembre et décembre 2008.

1. Appel multi-pays pour les acteurs non étatiques
2. Appel multi-pays pour les autorités locales
3. Appel éducation au développement
4. Appel réseau & coordination
5. Appel pour les « actions dans un pays » pour les pays suivants : Azerbaïdjan, Chine, Timor-Est, Iran, Corée du Nord, Libéria et Swaziland. Ces pays font partie de la liste des 78 pays dits « prioritaires » dans le plan d'action annuel 2008 et devraient faire l'objet d'appels décentralisés dans les délégations. Mais il n'est pas possible pour l'instant à la Commission européenne d'organiser les appels localement.

Pour plus d'informations • www.coordinationsud.org/spip.php?article5873

Commission européenne: appels à propositions 2008 EUROPEAID

Tous les appels sont publiés sur la page : <http://ec.europa.eu/europeaid/cgi/frame12.pl>

Pour plus d'informations • Coordination Sud - Jennie Saint-Sulpice - saintsulpice@coordinationsud.org

Pays et libellés	Références et budgets en euros	Dates dépôts dossiers
Indonésie : renforcement des Règles de Droit et de Sécurité dans le programme Indonésie	EuropeAid/127452/LI/ACT/ID 5 000 000 €	15 décembre 2008
Sierra Léone : programme Thématique Sécurité Alimentaire	EuropeAid/127110/LI/ACT/SL 8 000 000 €	11 novembre 2008
Laos : soutien à la sécurité alimentaire pour les femmes et les pauvres en milieu rural en République Démocratique Populaire Lao	EuropeAid/127415/LI/ACT/LA 1 300 000 €	26 janvier 2009
Biélorussie : instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme (IEDDH)	EuropeAid/127459/LI/ACT/BY 300 000 €	31 octobre 2008
Argentine : instrument Européen pour la Démocratie et les Droits de l'Homme (IEDDH)	EuropeAid/127357/LI/ACT/AR 600 000 €	30 octobre 2008
Tous les Pays ACP : programme UE-ACP d'appui aux industries culturelles des pays ACP	EuropeAid/127205/DI/ACT/Multi 2 300 000 €	28 novembre 2008
Brésil : projet d'insertion sociale urbaine. Proposition d'élargissement des opportunités de travail pour les jeunes	EuropeAid/127032/CI/ACT/BR 1 300 000 €	15 novembre 2008
Ouzbékistan : institution Building and Partnership Programme (IBPP) - Support to civil society and local initiatives	EuropeAid/127400/CI/ACT/UZ	31 octobre 2008
Colombie : programme de soutien aux communautés et aux institutions locales pour contribuer à la consolidation du processus de réintégration et de réconciliation des anciens combattants démobilisés	EuropeAid/127437/MI/ACT/CO	5 novembre 2008
Afghanistan : Linking relief rehabilitation and development through food security interventions in areas affected by natural disasters and prolonged insecurity in Afghanistan	EuropeAid/127550/LI/ACT/AF	6 novembre 2008
Indonésie : renforcement de la loi et de la sécurité	EuropeAid/127452/LI/ACT/ID	15 décembre 2008

AGENDA

Festival Images et Paroles d'Afrique (10^e édition)

Un festival solidaire en Drôme et Ardèche du **3 octobre au 12 décembre 2008**. Informer, révéler, approfondir une réflexion commune pour demain, telle est la priorité de ce festival avec des conférences débats ayant pour thèmes la crise alimentaire, l'immigration et ses causes... son ouverture sur l'art identitaire avec une exposition sur « les animaux dans l'art africain », des expos photos, des calligraphies, de la musique avec des concerts et des musiciens d'exception...

Programme complet sur

www.ipa-festival.info/

Pour plus d'informations

Bernard Platz - Le Colombier
07 210 St Symphorien Chomérac - Bplatz@aol.com

Semaine de l'épargne solidaire

Du **18 au 25 octobre 2008**, une Semaine nationale 100 % dédiée à la promotion de l'épargne solidaire.

Initiée par l'association Finansol et organisée avec le soutien actif de collectivités territoriales, d'établissements financiers et des acteurs majeurs des finances solidaires en France, la Semaine de l'Épargne Solidaire voit grand pour sa prochaine édition et prend une ampleur nationale !

À Lyon, une conférence-débat est organisée le mardi 21 octobre à 18 h à l'Université Lyon II, par Ecidec en partenariat avec Garrigue et Tech Dev, sur le thème « L'épargne solidaire ici pour financer les activités économiques en Afrique ».

Pour plus d'informations

www.ecidec.org - tél. 04 78 28 15 01 - ecidec@free.fr

ARRICOD 7^e Universités d'automne

Elles auront lieu les **16 et 17 octobre 2008** à l'auditorium du Musée de Grenoble (38). Créée en 1994, l'Arricod est l'association de directeurs et responsables des relations internationales et de coopération décentralisée au sein des collectivités territoriales françaises. Elle développe un réseau actif, lieu d'échanges et de réflexion, qui valorise l'expérience de chacun. Chaque année, elle organise un temps fort, son Université annuelle, qui connaît un succès grandissant et qui permet une rencontre entre les professionnels de l'international et des affaires européennes au sein des collectivités. L'Arricod est reconnue et soutenue par les associations d'élus et de collectivités, comme par le Ministère des Affaires étrangères. Elle est associée aux grandes réflexions sur le développement des relations internationales des collectivités et des métiers qui en découlent.

Pour plus d'informations

www.rricod.com

AGENDA

Campagne ALIMENTERRE 2008

Le collectif ALIMENTERRE réunit le CFSI (Comité Français pour la Solidarité Internationale) et 160 associations relais en France. Ensemble, ils plaident pour le respect de l'agriculture familiale contre la pauvreté et pour le droit à l'alimentation. AVSF (Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières) est membre du Comité de pilotage de la campagne depuis 2000 et relaie la manifestation en région Rhône-Alpes depuis 2001. AVSF s'engage dans la campagne ALIMENTERRE 2008 qui se déroulera en région Rhône Alpes en 2 temps.

- **Octobre** : lancement de la nouvelle campagne orientée sur la thématique « Produire, transformer et consommer autrement ». Le fond général de la campagne vise à demander la mise en place de politiques agricoles durables ; défendre les conditions d'une agriculture durable et les faire connaître ; valoriser des initiatives exemplaires au Sud et au Nord et promouvoir des pratiques innovantes.
- **Novembre** : le Festival de films ALIMENTERRE, des images et des mots sur les désordres alimentaires du monde. À Lyon, AVSF présentera le festival dans le cadre du festival Sol en film et de la Semaine de la Solidarité Internationale, en collaboration avec les antennes locales du CCFD et de Peuples Solidaires pour animer cet événement.

Pour plus d'informations
www.cfsi.asso.fr - www.avsf.org

La Semaine de la Solidarité internationale (11^e édition)

La Solidarité internationale, c'est l'affaire de tous. Du 15 au 23 novembre 2008, vous êtes invités à participer à plus de 5 000 animations originales et conviviales partout en France. Grand rendez-vous national et décentralisé, la Semaine de la solidarité internationale est l'occasion pour des milliers d'acteurs - associations, collectivités, écoles, universités, syndicats, comités d'entreprises, etc. - de proposer au public des pistes concrètes pour agir en citoyen(ne) solidaire. Promouvoir les Droits de l'Homme, acheter équitable, épargner et voyager solidaire, respecter l'environnement, s'engager comme volontaire de solidarité internationale, devenir bénévole... toutes les thématiques de la solidarité internationale seront à l'honneur. Marchés équitables, expositions, projections de films, jeux, conférences, repas du monde, ateliers multimédias, concerts... les acteurs de la solidarité internationale proposent de mêler découverte et réflexion. Prendre conscience des enjeux qui traversent notre monde, s'engager en faveur de plus de justice et de solidarité... c'est l'objectif de la Semaine de la solidarité internationale. Le monde bouge... Et vous ?

Inscrivez dès à présent vos actions dans le programme - www.lasemaine.org

PUBLICATIONS

Coopération internationale : des collectivités territoriales s'engagent pour renforcer l'État de droit

Le COSI (Centre d'information et de solidarité avec l'Afrique) a édité une plaquette s'adressant aux acteurs locaux impliqués dans des actions de solidarité internationale (collectivités territoriales, associations, universités...). Elle vise à permettre une meilleure prise en compte de la promotion des Droits de l'Homme dans les projets de coopération décentralisée.

Pour plus d'informations • Elise Daunay - COSI - cosi-dh@wanadoo.fr
Plaquette téléchargeable sur : www.resacoop.org. (rubrique « Se documenter »)

Migrations, construire des ponts, pas des murs

Les migrations sont constitutives de l'identité de nos sociétés. Pourtant, en France comme en Europe, elles sont encore perçues comme un problème, surtout pendant les campagnes électorales où elles semblent autoriser tous les discours, tous les excès. Les migrations sont-elles forcément un problème ? Quel est le lien entre migrations et développement ? Quelles sont les questions, les enjeux que recèlent les débats sur les migrations ? Quelles réponses ont-elles été apportées ? Sont-elles suffisantes ? Sont-elles satisfaisantes ? Quelles nouvelles propositions portées ? Autant de questions sur lesquelles Altermondes se propose d'ouvrir le débat en invitant les différents acteurs à s'exprimer pour, ainsi, permettre au public d'y voir plus clair sur un sujet de société crucial. Le dialogue comme point de départ de la déconstruction des stéréotypes et du renouvellement des idées, telle est la matrice de ce hors-série de 52 pages (5 euros).

Pour plus d'informations • www.altermondes.org

Participations citoyennes et action publique

Que signifie « participer à l'action publique » pour des citoyens qui ont été longtemps tenus à l'écart des politiques urbaines ? S'agit-il seulement d'intégrer les dispositifs participatifs mis en place et contrôlés par les institutions ? Au Sud comme au Nord, la participation fait aujourd'hui partie des grands principes des politiques urbaines. Si l'Amérique latine et des villes comme Porto Alegre, au Brésil, ont joué un rôle pionnier dans le développement de la démocratie participative, il faut également tenir compte d'autres régions, telles que le continent africain, le Proche et le Moyen-Orient. Loin de rester inactifs, les citoyens d'Afrique et d'Orient multiplient les initiatives, le plus souvent en marge des cadres officiels. Faisant acte de résistance, voire de désobéissance quand leurs intérêts sont menacés, ils cherchent aussi à négocier avec les institutions l'accès aux biens publics. Qu'elle prenne la forme de pratiques imposées par les organismes internationaux, de mobilisations locales ou de négociations informelles, la participation des citoyens du Sud à l'action publique mérite d'être mieux connue, pour faire avancer la réflexion sur le gouvernement des villes et sur la démocratie locale.

Pour plus d'informations • Dakar, Rabat, Cotonou, Tunis, Jérusalem, Sanaa - Sous la direction d'Olivier Legros
Éditions Yves Michel et Adels - 2008 - 209 pages - 22 €.
Pour plus d'informations • www.yvesmichel.org/admin/nouveautes-livres

La mondialisation démythifiée, un iPhone à Bamako

Qu'est-ce qui relie un Malien des faubourgs de Bamako et la présentation de l'iPhone à Palo Alto ? Sur le papier, rien, car tout les oppose : le Mali est un des pays les plus pauvres de la planète, Apple une riche multinationale et la Californie, le lieu des innovations et des nouvelles technologies. Pourtant, ils partagent l'essentiel : ils vivent dans le même monde.

La mondialisation a amené les téléphones portables jusque dans les territoires reculés d'Afrique, rendant ainsi possibles les communications entre deux mondes, deux temps qui semblaient voués à ne jamais se rencontrer. Mondialisation : un terme unique pour des significations multiples. Galvaudée, mystifiée, honnie ou encensée, elle alimente les fantasmes. En six chapitres ponctués d'encadrés, de cartes et graphiques, cet essai dynamique et accessible tente d'éclairer de manière originale cette réalité.

Benoît Chervier - Éditions Autrement - 2008 - 163 pages - 17 €.
Pour plus d'informations • www.autrement.com/ouvrages.php?ouv=2746711419

Roumanie - Actes des Assises 2007

Les actes des 3^{es} Assises de la coopération décentralisée franco-roumaine qui ont eu lieu les 15 et 16 novembre 2007 à Nantes, sont parus. Ils ont été rédigés en version bilingue.

Vous pouvez les obtenir en vous adressant à : Évelyne Oser - Nantes Métropole - evelyne.oser@nantesmetropole.fr

Agenda de la solidarité internationale 2009

Une façon originale et pratique de sensibiliser à la solidarité internationale pour un développement durable. Avec cet agenda, vous découvrirez mille et une informations pour la solidarité internationale au quotidien, tout en profitant des fonctionnalités d'un agenda classique (semaine sur deux pages, planning, notes, répertoire).

Pour plus d'informations • Édité par Ritimo - 160 pages - 160 x 165 cm - disponible dès octobre 2007
prix 10 € (+ 1,80 € frais de port l'unité).
Pour le commander : www.ritimo.org (rubrique Publications)

Migrants et collectivités territoriales

La coopération décentralisée, une réponse à la question du codéveloppement ? Cette étude est le fruit d'une réflexion de plusieurs années entamée par Cités Unies France ; elle se poursuivra selon une double acception : les migrants, acteurs du développement et les migrants, membres de la société française.

Pour plus d'informations • Zaynab Tera et Astrid Frey - Édition 2008 - Cités Unies France
9 rue Christiani - 75018 Paris - tél. 01 53 41 81 81 - www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46

RECHERCHE DE PARTENAIRES

CONGO (RDC) province de l'Équateur

Au nord-ouest du pays, la province de l'Équateur est l'une des 11 provinces de la République démocratique du Congo (RDC).

D'une superficie de 403 292 km², elle compte 7 391 082 habitants. Elle est située au centre de la forêt équatoriale, riche en faune et en espèces végétales ; c'est dans cette province que se trouve la plus grande réserve naturelle de Lomako-Yokokala. Elle est exclusivement agricole et forestière (huile de palme, évéa, café, cacao...).

La RDC, par sa nouvelle constitution, a instauré le fédéralisme. Un déséquilibre existe entre les provinces et certaines sont appelées à se débrouiller toutes seules pour combler ces écarts ; l'Équateur en fait partie.

La province a besoin :

- d'une remise à niveau de ses fonctionnaires, voire de ses politiciens locaux ;
 - d'une formation sur la gouvernance ;
 - d'une aide directe ou indirecte au développement économique ;
 - d'aménagement du territoire.
- une de ses priorités (remise en état des milliers de maisons de l'État, désenclavement des différentes localités grâce au cartonnage et à la reconstruction de ponts et de digues ; dragage et balisage des rivières navigables).

Pour plus d'informations

Léon Bru Likoku - Député de Basankusu
likoku@yahoo.fr

SITE INTERNET

Éducation au développement

Répertoire des outils pédagogiques et des principales structures ressources en Rhône-Alpes.

Vous cherchez des outils pédagogiques sur les thèmes de la souveraineté alimentaire, de l'éducation à la citoyenneté internationale... ? Un répertoire des outils pédagogiques est à votre disposition, téléchargeable (2,3 Mo) sur notre portail internet www.resacoop.org à la rubrique « Boîte à outils Fiches techniques - Méthodologie », avec de nouvelles fiches remises à jour depuis la rentrée ! De nombreuses structures ont collaboré à cette mise à jour. Parmi les nouveautés : le DVD d'AVSF intitulé « Le café : graine de développement dans les jungles », celui du CCFD intitulé « Les modèles de développement en question » ou encore l'exposition « Samana, le temps de la récolte » de Culture Ailleurs.

Pour plus d'informations
Corinne Lajarge - clajarge@resacoop.org

RÉSEAUX RÉGIONAUX MULTI ACTEURS

6^{es} rencontres des réseaux régionaux multi acteurs

Il existe aujourd'hui en France 10 réseaux régionaux multi acteurs, qui comme RESACOOP en Rhône-Alpes, constituent des « services publics régionaux » de la coopération et de la solidarité internationale. Ils sont implantés dans les régions suivantes : Aquitaine (CR2CI), Auvergne (Ceracoop), Basse-Normandie (Horizons solidaires), Centre (Centraider), Champagne Ardennes (Récipro), Franche-Comté (Cercaop), Nord Pas de Calais (Lianes Coopération), Pays de la Loire (Alcid), Provence Alpes Côte d'Azur (Medcoop) et bien sûr Rhône-Alpes (Resacoop). Les techniciens de ces réseaux se sont retrouvés pour la 6^e fois les 18 et 19 septembre dernier, à Lille, à l'invitation de Lianes Coopération. À l'ordre du jour : actualités des réseaux, mutualisation des pratiques d'appui et de conseil aux porteurs de projets, articulation et synergie avec les réseaux de niveau national. La prochaine rencontre devrait avoir lieu à Lyon courant 2009.

Pour plus d'informations • Rose-Marie Di Donato rmidonato@resacoop.org

RÉUNIONS

Coopération internationale et développement économique

Vous avez été plus d'une centaine à participer à la réunion « Grand public et solidarité internationale : comment dépasser le cercle des convaincus ? » qui s'est tenue le 30 septembre à Lyon et nous vous en remercions. En ce mois d'octobre, RESACOOP vous convie à venir débattre et échanger autour du thème : « Coopération internationale et développement économique : comment débiter ? Jusqu'où aller ? ». La rencontre aura lieu au Musée de la Chaussure à Romans, le **jeudi 23 octobre**, de 9h30 à 17h00. Comme nous l'avions annoncé dans le numéro précédent, l'organisation de cette rencontre est le fruit de la réflexion d'un groupe de travail qui se réunit depuis plusieurs mois. Outre la Ville de Romans qui pilote le groupe, participent également des représentants du Grand Lyon (direction de la coopération décentralisée), de la Ville de Lyon (bureau de l'économie sociale et solidaire), de la Ville de Grenoble (direction de l'économie), de la Région Rhône-Alpes (direction Europe, relations internationales et coopération décentralisée) et du Ciedel (Centre internationale d'études pour le développement local).

Pour plus d'informations • Lucie Carezza - lcarenza@resacoop.org

Rencontre des collectifs départementaux « Jeunesse et solidarité internationale »

Les membres du chantier « Jeunes & Solidarité Internationale » de RESACOOP organisent **vendredi 17 octobre**, à Chambéry, une rencontre régionale des réseaux et collectifs départementaux engagés dans des dynamiques d'accompagnement de jeunes ou groupes de jeunes dans le champ de la solidarité internationale. Cette journée est conçue autour de deux temps forts : la matinée sera consacrée à la découverte et à la présentation de chacun des réseaux départementaux, tandis que l'après-midi sera organisé autour de quatre ateliers thématiques, permettant d'approfondir les pratiques d'accompagnement et le fonctionnement en réseau. L'organisation logistique de la rencontre a été confiée à Pays de Savoie solidaires, en partenariat avec RESACOOP.

Pour plus d'informations • David Hacquin - d hacquin@resacoop.org
Yannick Billard - yannick.billard@paysdesavoiesolidaires.org

Coopération Rhône-Alpes / Bénin

À l'occasion de l'accueil d'une délégation de la Ville de Porto Novo (Bénin) par la Ville de Lyon et le Grand Lyon, nous organisons **mardi 21 octobre**, de 15h à 17h, une rencontre d'échanges entre acteurs rhônalpins et béninois, dans les locaux de RESACOOP. Elle aura pour thème : « La coopération des acteurs de Rhône-Alpes avec le Bénin : quelle actualité après les élections municipales dans nos deux pays ? ».

Pour plus d'informations • Corinne Lajarge - clajarge@resacoop.org

FORMATIONS RESACOOP

Pour ce 2^e semestre 2008, nous renouvelons notre programme de formations sur la conception de projets et le montage de dossiers de cofinancement.

Concevoir un micro-projet de solidarité internationale (20 personnes maximum)

➤ Lyon (69) - vendredi 10 octobre, de 9h30 à 17h30

Monter un dossier de cofinancement (15 personnes maximum)

➤ Privas (07) - samedi 18 octobre, de 9h00 à 17h00

➤ Lyon (69) - vendredi 14 novembre, de 9h30 à 17h30

➤ Chambéry (73) - samedi 13 décembre, de 9h30 à 17h30

Établir un budget de cofinancement (15 personnes maximum)

➤ Lyon (69) - vendredi 12 décembre, de 9h30 à 17h30

Pour plus d'informations • Isabelle Taine - tél. 04 72 77 87 67 - www.resacoop.org (rubrique « Se Former »)